

Corinne Deloy

Analyse

Le leader de l'opposition de droite Nicos Anastassiades est le grand favori de l'élection présidentielle chypriote

Résumé :

Le 4 janvier dernier, le 1er tour de l'élection présidentielle chypriote était officiellement fixé au 17 février prochain. Si 11 personnes sont en lice pour ce scrutin, 3 candidats se dégagent : Nicos Anastassiades, leader du Rassemblement démocratique (DISY) ; l'ancien ministre de la Santé (2011-2012), Stavros Malas, membre du Parti progressiste des travailleurs (AKEL) et l'ancien ministre des Affaires étrangères (2006-2007), George Lilikas, soutenu par le Mouvement pour la social-démocratie (EDEK) de Yiannakis Omirou.

Le chef de l'Etat sortant, Demetris Christofias (AKEL), à la tête de l'Etat depuis l'élection des 17 et 24 février 2008, a indiqué en mai dernier qu'il ne souhaitait pas briguer un 2e mandat. Il est le premier président de la République chypriote à ne pas être candidat à sa propre succession.

40 bureaux de vote seront ouverts dans 26 pays pour les Chypriotes résidant à l'étranger (environ 15 000 électeurs). Au total, le nombre de votants s'élève à 545 000.

Si aucun des candidats ne recueille la majorité absolue le 17 février prochain, un 2e tour de scrutin aura lieu le 24 février.

Les candidats en lice

La Constitution chypriote date de 1960, mais n'est plus appliquée depuis les troubles intercommunautaires de 1963. Selon ce texte, la fonction présidentielle est réservée à un Chypriote, la vice-présidence revenant à un Turc (le poste est actuellement vacant). Le président de

la République est élu au suffrage universel direct pour un mandat de 5 ans. Chef de l'exécutif, celui-ci nomme les ministres du gouvernement qu'il dirige. 30% des sièges du gouvernement et de la *Vouli antiprosopon* (Chambre des représentants, chambre unique du Parlement chypriote), soit 24 sur 80, sont réservés à la communauté chypriote turque et demeurent donc vacants.

Rappel des résultats de l'élection présidentielle des 17 et 24 février 2008 à Chypre

Participation : 89,62% (1er tour) et 90,84% (2e tour)

Le vote est obligatoire à Chypre

| Candidats | Nombre des voix obtenues (1er tour) | % suffrages recueillis (1er tour) | Nombre des voix obtenues (2e tour) | % suffrages recueillis (2e tour) |
|---|-------------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------|----------------------------------|
| Dimitris Christofias (Parti progressiste des travailleurs, AKEL) | 150 016 | 33,29 | 240 604 | 53,37 |
| Ioannis Kasoulidès (Rassemblement démocratique, DISY) | 150 996 | 33,51 | 210 195 | 46,63 |
| Tassos Papadopoulos (Parti démocratique, DIKO) | 143 249 | 31,79 | | |
| Marios Matsakis | 3 460 | 0,77 | | |

| Candidats | Nombre des voix obtenues (1er tour) | % suffrages recueillis (1er tour) | Nombre des voix obtenues (2e tour) | % suffrages recueillis (2e tour) |
|--------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------|----------------------------------|
| Marios Matsakis | 3 460 | 0,77 | | |
| Kostas Kyriacou | 1 092 | 0,24 | | |
| Kostas Themistocleous | 753 | 0,17 | | |
| Andreas Efstratiou | 713 | 0,16 | | |
| Christodoulos Neophytou | 243 | 0,05 | | |
| Anastasis Michael | 117 | 0,03 | | |

Source : Ministère de l'Intérieur chypriote

A ce jour, 11 personnalités sont candidates à l'élection présidentielle des 17 et 24 février :

- Nicos Anastasiades, leader du Rassemblement démocratique (DISY), soutenu par le Parti démocratique (DIKO) emmené par Marios Karoyian. Il a été désigné candidat par la convention du parti le 17 mars 2012 où il a recueilli 673 voix (86,73%) pour 103 (13,27%) à la députée Eleni Theocharous. Le 30 août, le Rassemblement démocratique et le Parti démocratique ont signé une alliance en vue de l'élection présidentielle. Le 27 septembre, 117 membres du comité central du Parti démocratique approuvaient le choix de Nicos Anastasiades comme candidat à la magistrature suprême, 27 se prononçaient contre et 2 personnes s'abstenaient ;
- Stavros Malas, membre du Parti progressiste des travailleurs (AKEL) du président de la République Demetris Christofias et ancien ministre de la Santé (2011-2012). Proposé à la succession du chef de l'Etat sortant par le comité central de son parti le 21 juillet 2012, il a été désigné candidat le 7 septembre dernier, Stavros Malas a démissionné de ses fonctions ministérielles le 10 décembre dernier (il a été remplacé à son poste par Androulla Agrotou) ;
- George Lilikas, ancien ministre des Affaires étrangères (2006-2007), soutenu par Mouvement pour la social-démocratie (EDEK), dirigé par Yiannakis Omirou ;
- Giorgos Charalambous (Front national populaire, ELAM) a annoncé sa candidature aux côtés de 2 députés d'Aube dorée (Chryssi Avghi, CA), parti grec d'extrême droite dirigé par Nikolaos Michaloliakos, Ioannis Iagos et Elias Kasiadiaris. Ce dernier s'est rendu célèbre en juin dernier pour avoir frappé une député communiste et jeté de l'eau au visage d'un député du

parti d'extrême gauche de la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA) ;

- Praxoula Antoniadou, leader des Démocrates unis (EDI) et ancien ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme (2011-2012) ;
- Lakis Ioannou, leader du Mouvement socialiste populaire (LASOK), parti d'extrême gauche favorable à l'établissement d'un gouvernement fédéral pour régler le problème chypriote et à une limitation du nombre de migrants sur l'île ;
- Loukas Stavrou ;
- Andreas Efstratiou ;
- Makaria-Andri Stylianou ;
- Solon Gregoriou ;
- Kostas Kyriacou.

Le 17 octobre dernier, le Parti européen (EVROKO), parti d'extrême droite dirigé par Demetris Sillouris, a décidé de ne soutenir aucun candidat à l'élection présidentielle. Quant au Mouvement écologiste et environnementaliste (KOP) de Ioanna Panayiotou, il a choisi de se prononcer en faveur du candidat qui recueillerait au moins 60% en son sein. Aucun n'ayant réussi à atteindre ce pourcentage, il ne soutiendra donc aucun des candidats en lice.

Un pays en pleine crise économique

Chypre est au cœur de la tourmente. Le PIB devrait reculer de 2% en 2012 et de 3,5% cette année. Le taux de chômage pourrait atteindre le taux record de 13,8% en 2013 et de 14,2% en 2014, alors qu'il s'établissait à moins de 8% (7,9%) en 2011. En juin 2012, Chypre, empêché d'emprunter sur les marchés financiers, a été

le 4e pays de la zone euro, après la Grèce, l'Irlande et le Portugal, à être placé sous assistance financière et à devoir demander un plan de sauvetage auprès du FMI et de l'Union européenne. Toujours en négociation, celui-ci devait être finalisé fin janvier 2013 mais pourrait ne pas l'être avant l'élection présidentielle.

La Russie a accordé à Nicosie un prêt de 2,5 milliards € en 2012 (à un taux d'intérêt de 4,5%). En août dernier, l'île a sollicité un nouveau prêt de 5 milliards € auprès de Moscou. Le 22 novembre dernier, le ministre des Finances, Vassos Shiarly, a indiqué que Chypre avait besoin d'un prêt de 17 milliards € sur 4 ans (2012-2016), dont 10 milliards pour renflouer ses banques, ce qui représente un an du PIB du pays. La dette pourrait alors atteindre 200% du PIB, un niveau insoutenable (120% du PIB est le seuil à partir duquel le FMI considère la dette publique comme insoutenable). « *Toute décote sur la dette chypriote est exclue* » a déclaré le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, Olli Rehn, après la décision de l'agence Moody's.

La situation de Chypre peut en partie être comparée à celle qu'a connue l'Islande il y a quelques années. En effet, le secteur bancaire représente 800% du PIB de l'île. La Banque de Chypre et la banque Popular, qui sont les deux principaux établissements du pays, ont dû faire appel à l'Etat pour se renflouer après les lourdes pertes qu'elles ont subies en raison de la restructuration de la dette grecque. Le besoin de financement du soutien au système bancaire chypriote est estimé à 95 milliards €.

Selon les enquêtes d'opinion, la moitié des Chypriotes (51%) pensent que la situation économique s'est dégradée au cours du mandat du président Demetris Christofias.

Le 21 décembre dernier, la note souveraine de l'île a été dégradée de 2 crans (CCC +) pour la 3e fois depuis août 2012 et assortie d'une perspective négative par l'agence de notation Standard and Poor's. Cette dernière a dressé le bilan suivant : inadéquation des mesures fiscales, absence de réforme structurelle concernant les salaires du secteur public et des transferts sociaux qui constituent les 2/3 tiers des dépenses de l'Etat rendant difficile la réduction du déficit public et de la dette. Standard and Poor's a déploré la lenteur des

pourparlers avec la Troïka (formée par le FMI, la Commission et la Banque centrale européennes). « *Nous considérons que le risque de défaut de paiement est important et s'accroît* » indiquait un communiqué de l'agence.

Le 10 janvier 2013, l'agence de notation Moody's a abaissé de 3 crans la note souveraine de Chypre (Caa3). L'agence estime que l'exposition du secteur bancaire de l'île à la crise de la dette grecque, estimée à 2,4 milliards €, soit 13,8% du PIB chypriote, va conduire à une hausse de l'endettement de l'île dont l'ampleur est un obstacle à l'élaboration d'un plan d'aide international pour Chypre.

Le président de la République Demetris Christofias a longtemps nié l'ampleur de la crise économique. Il avait ainsi rejeté la responsabilité de la dégradation de la note du pays sur le gouverneur de la Banque centrale, Athanasios Orphanides. Le chef de l'Etat sortant refuse catégoriquement la privatisation des entreprises d'Etat qui, avec l'assainissement des finances publiques et les mesures d'économies, constitue pourtant l'une des conditions de tout plan de sauvetage. Le gouvernement chypriote a cependant mis en place plusieurs mesures de rigueur au cours des mois précédents : baisses des dépenses sociales, hausse de la TVA de 15% à 17%, création de cotisations retraite pour les fonctionnaires. Le 19 décembre dernier, le Parlement chypriote a adopté un budget comprenant plusieurs mesures d'austérité dont la réduction de la masse salariale de l'Etat, le recul progressif de l'âge de départ à la retraite pour les fonctionnaires et la hausse des taxes sur le tabac, l'alcool et les carburants. Ce plan de rigueur a pour objectif de réduire le déficit du pays de 1,3 milliard €, soit 7,25% du PIB. En 2011, le déficit budgétaire s'établissait à 6,5% du PIB. Il devrait représenter un peu plus de 5% en 2012.

Alors que son pays exerçait (pour la première fois de son histoire) la présidence de l'Union européenne (de juillet à décembre 2012), le président sortant avait signifié son refus de toute coupe dans les aides sociales. Il s'était félicité de ce que son gouvernement ait assuré le maintien de l'allocation de vie chère et d'un 13e mois de rémunération pour les salariés de la fonction publique (celle-ci est hypertrophiée sur l'île ; en outre,

Election présidentielle à Chypre 17 février 2013

les salaires y sont en moyenne deux fois plus élevés que dans le secteur privé et les privilèges nombreux). « *La réponse de l'Union européenne à la crise économique actuelle a aggravé l'injustice sociale et n'a pas réussi à apporter des solutions durables* » a affirmé Demetris Christofias dans son message aux Chypriotes le 1er janvier dernier. Il s'est déclaré « *fier des services rendus au peuple chypriote* » « *Le gouvernement est parvenu à sauvegarder les droits et les conquêtes des travailleurs ainsi que les issues concernant la souveraineté de l'Etat au cours des discussions avec la Troïka* » a-t-il souligné. Le 15 janvier, il précisait encore : « *Je suis intimement convaincu que les politiques d'austérité sont vouées à l'échec et ne permettent qu'à rendre les riches plus riches et les pauvres plus pauvres* ». Le président a rejeté les accusations d'évasion fiscale ou de blanchiment d'argent dont est victime Nicosie. Enfin, le 15 janvier, il a estimé que la recapitalisation du secteur bancaire chypriote devait venir du Mécanisme européen de stabilité et que cela ne devait pas être une charge pour son pays. Selon lui, la recapitalisation est liée à « *certaines mesures relatives à la dette grecque* » dont la décote a coûté 5 milliards € aux banques chypriotes, « *il serait donc plus jute que le renforcement des fonds propres des banques chypriotes s'effectue sans transiter par le budget gouvernemental* » a-t-il déclaré.

Nicos Anastasiades n'est pas opposé à la privatisation partielle de plusieurs organisations gouvernementales même s'il assure que celle-ci « *ne fait pas partie de ses priorités* ». Il veut encourager l'initiative privée, seule capable de créer de la richesse et de produire de la croissance. Il souhaite aider les petites et moyennes entreprises à emprunter les fonds qui leur sont nécessaires. Nicos Anastasiades affirme que l'action de son gouvernement sera centrée sur la croissance par les investissements et la création d'emplois. Dans les enquêtes d'opinion, le leader du Rassemblement démocratique est vu comme le candidat le mieux placé pour gérer les négociations de Nicosie avec la Troïka par 37% des Chypriotes (17% citent le nom de Stavros Malas et 13% celui de George Lilikas).

La popularité du président sortant Demetris Christofias a beaucoup souffert de l'explosion du dépôt de muni-

tions (explosifs iraniens et munitions destinées à la Syrie) de la base navale de Mari, située à proximité de Limassol, en juillet 2011. Celle-ci a fait 16 morts et 40 blessés. Le pouvoir en place avait été sanctionné par les électeurs lors des dernières élections législatives du 22 mai 2011, où le Rassemblement démocratique était arrivé en tête avec 34,28% des suffrages et 20 des 56 sièges du parlement, devant le Parti progressiste des travailleurs qui a recueilli 32,67% des voix et 19 sièges. Si le Parti démocratique, à l'époque partenaire du Parti progressiste des travailleurs au gouvernement, avait enregistré un recul (15,76% des suffrages et 9 sièges), les 2 partis de la coalition sortante avaient cependant réussi à se maintenir au pouvoir. La participation, obligatoire à Chypre, s'était élevée à 78,7%, enregistrant une nette diminution par rapport au précédent scrutin législatif du 21 mai 2006 : -10,4 points.

Le premier débat télévisé de la campagne électorale, centré sur les problèmes économiques, a eu lieu le 14 janvier dernier. D'une durée de 2 heures, il n'a rassemblé que les 3 « principaux » candidats (Nicos Anastasiades, Stavros Malas et George Lilikas). Ce dernier a rappelé sa proposition de vendre les réserves de gaz naturel découvertes sur l'île pour renflouer les caisses chypriotes. « *Ne diabolisons pas les amis qui peuvent nous aider. Traiter les Allemands de voleurs n'est pas très utile* » a mis en garde le candidat du Rassemblement démocratique. Stavros Malas a tenté de se dégager des questions qui lui étaient posées sur le bilan du président Demetris Christofias. « *Je regarde vers l'avenir, pas vers le passé. Jugez-moi sur mes propositions* » a-t-il répété. 2 autres débats télévisés seront organisés : l'un sur le problème de la réunification de l'île qui se tiendra le 28 janvier et l'autre sur les questions de politique intérieure qui sera diffusé le 11 février.

Une île divisée depuis bientôt 40 ans

Chypre est un pays divisé depuis 39 ans et traversé par une ligne verte contrôlée par les Casques bleus de l'ONU qui le divise en 2 entités. L'organisation internationale est présente sur l'île depuis 1963, année des premiers affrontements communautaires, et la Force des Nations unies (UNFIC YP) depuis 1964. Il s'agit de l'une des missions les plus anciennes de l'ONU. Elle

compte 1 000 soldats et 150 personnels civils.

Le 15 juillet 1974, la Garde nationale, inspirée par la junte militaire en place en Grèce depuis 1967, a renversé le président chypriote, l'archevêque Makarios III, qu'elle a remplacé par Nikos Sampson. Le 20 juillet, les troupes turques ont débarqué à Kyrénia (nord) pour protéger la minorité turque. Le gouvernement de Nikos Sampson est parvenu, avec l'aide de l'armée grecque, à les maintenir durant 4 jours derrière une ligne (qui est devenue la ligne verte). La Turquie a refusé de quitter le territoire qu'elle occupe, y compris après la chute de Nikos Sampson le 24 juillet. 6 jours plus tard, la Turquie, la Grèce et le Royaume-Uni ont institué une zone de sécurité gardée par les Casques bleus des Nations unies et reconnu l'existence de 2 administrations autonomes sur l'île. Le 13 février 1975, le dirigeant turc Rauf Denktash a proclamé dans la partie nord la constitution d'un Etat autonome, laïc et fédéré dont il est élu président l'année suivante. En janvier 1977, Rauf Denktash et Makarios III se sont accordés sur le principe d'un Etat fédéral bicommunautaire mais la mort de ce dernier, le 3 août, a mis un terme aux négociations. La partie nord de l'île, la République turque de Chypre du Nord, a proclamé finalement son indépendance en 1983. La Turquie est le seul Etat à la reconnaître au niveau international. 35 000 soldats turcs sont toujours stationnés dans la partie nord de l'île.

Chypre compte 770 000 habitants, dont 1/3 de réfugiés du nord (160 000 Chypriotes ont fui leurs habitations au moment de l'invasion turque) ; 210 000 personnes vivent dans la partie nord de l'île.

Le 11 novembre 2002, soit 18 mois avant l'entrée de Chypre dans l'Union européenne, l'ONU a voté un 3e plan de paix et de réunification (après ceux de 1986 et de 1992). Ce plan Annan (du nom du secrétaire général de l'époque Kofi Annan) proposait la création d'une République unie de Chypre sous la forme d'une confédération de 2 Etats constituants largement autonomes inspirée du modèle de la Confédération helvétique. Ce plan a été soumis par référendum à l'ensemble des habitants de l'île le 24 avril 2004. Les Chypriotes l'ont rejeté à 75,83%, mais 64,9% des habitants de la partie nord de l'île l'ont approuvé. 89,18% des électeurs se sont rendus aux urnes à Chypre (où le vote est obligatoire) et 87% ont fait de même dans la partie nord.

Nicos Anastasiades s'était prononcé en faveur du plan Annan alors même que son parti politique avait appelé à voter « non » au référendum. Le leader du Rassemblement démocratique est également favorable à l'adhésion de Chypre à l'OTAN. En février 2011, les députés du DISY, du Parti démocratique, du Mouvement pour la social-démocratie et du Parti européen ont voté une résolution en faveur de la participation de Chypre au programme de partenariat de la paix de l'OTAN, qui constitue l'antichambre de l'adhésion à l'organisation internationale. Le président Demetris Christofias y a cependant apposé son veto.

Nicos Anastasiades pense que l'adhésion de Chypre à l'OTAN redonnerait un élan aux négociations sur la réunification de l'île. Il est favorable à ce que l'Union européenne et la Turquie soient impliquées dans les négociations. Selon lui, cela obligerait Ankara à assumer ses responsabilités et à contribuer de façon positive à la recherche d'une solution.

Les négociations entre les 2 parties de l'île avaient été relancées sous l'égide de l'ONU après l'élection de Demetris Christofias à la présidence de la République en février 2008. Celles-ci ont cependant apporté peu d'avancées au cours des 5 dernières années. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a plusieurs fois exprimé son inquiétude quant à la lenteur des progrès et exhorté les dirigeants chypriotes à faire preuve de courage et d'un véritable leadership en leur rappelant qu'il était indispensable de sortir du *statu quo* et que des choix devaient être faits pour sortir de l'impasse actuelle et réunifier l'île.

Le chef de l'Etat sortant Demetris Christofias, critiqué pour son absence de résultat dans les pourparlers avec Dervis Eroglu (Parti de l'unité nationale, UBP), président de la partie nord de l'île), rejette la responsabilité de l'échec sur ce dernier et sur l'intransigeance de la Turquie. Avant son élection à la tête de Chypre le 24 février 2008, le président avait déclaré qu'il n'effectuerait qu'un seul mandat s'il ne parvenait pas à trouver une solution à la division du pays.

Plus de la moitié des Chypriotes (55%) se déclarent insatisfaits de la façon dont il a géré le problème territorial et déplorent que les 5 dernières années de dialogue n'aient pas permis de progrès substantiels.

Selon les enquêtes d'opinion, le leader de l'opposition

Election présidentielle à Chypre 17 février 2013

Nicos Anastasiades est considéré comme le candidat le plus à même de faire avancer le dossier de la réunification par 34% des Chypriotes. 15% des personnes interrogées parient sur Stavros Malas et 13% sur George Lilikas.

Selon la dernière enquête d'opinion de la chaîne publique de télévision Cyprus Broadcasting Corporation (CYBC), Nicos Anastasiades devrait arriver en tête du 1er tour de l'élection présidentielle le 17 février prochain avec 37,10% des suffrages. Stavros Malas devrait recueillir 23,10% des voix et George Lilikas, 20,40% des suffrages. Si un 2e tour opposait le candidat du Rassemblement démocratique à celui du Parti progressiste des travailleurs, le premier obtiendrait 43,80% des voix et le second 29,90% des suffrages. Si Nicos Anastasiades devait affronter le candidat soutenu par le Mouvement pour la social-démocratie, il re-

cueillerait 41,10% des voix et George Lilikas, 31,80% des suffrages.

Plus de la moitié des Chypriotes (57%) se déclarent intéressés par cette élection présidentielle et près de 70% disent savoir pour quel candidat ils voteront.

Selon les sondages, 91,60% des membres du Rassemblement démocratique s'apprêtent à voter pour Nicos Anastasiades, une discipline inhabituelle pour ce parti. 73,60% des adhérents du Parti progressiste des travailleurs déclarent qu'ils donneront leur voix à Stavros Malas ; 9,80% au leader du Rassemblement démocratique et 5,30% à George Lilikas. Parmi les membres du Parti démocratique, 45,70% s'apprêtent à se prononcer en faveur de Nicos Anastasiades ; 37,80% pour George Lilikas et 8,70% pour Stavros Malas. Enfin, les 4/5 des adhérents du Mouvement pour la social-démocratie (85,50%) disent vouloir voter pour George Lilikas.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.